

Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

Inclusion sociale

Les Etats membres de l'Union remettront, le 1^{er} juin prochain, leurs premiers plans d'action nationaux (PAN) sur l'inclusion sociale prévus par les Sommets européens de Lisbonne et de Nice. Ces plans couvriront la période juillet 2001–juin 2003. La Commission européenne en déduira une série d'indicateurs pour vérifier les progrès accomplis. Le suivi de ces PAN se fera dans le cadre du programme d'action communautaire contre l'exclusion sociale, qui fait actuellement l'objet d'une procédure de conciliation entre le Parlement et le Conseil. Fin juillet, la Commission publiera un premier rapport qui devrait être soumis au Conseil emploi et politiques sociales d'octobre et faire l'objet d'un rapport conjoint Conseil - Commission en décembre 2001.

Cour de Justice

Dans un arrêt C-405/98 du 8 mars 2001, la Cour a estimé que la Suède ne fait pas de protectionnisme en interdisant la publicité pour les boissons alcoolisées. Elle a considéré que "aucun élément à [sa] disposition ne permet de penser que les motifs de santé publique invoqués par les autorités suédoises ont été détournés de leurs fins et utilisés de manière à établir une discrimination à l'égard des marchandises originaires d'autres Etats membres, ou à protéger indirectement certaines productions nationales". Elle ajoute que c'est au juge suédois de vérifier si la loi suédoise n'est pas trop contraignante et si l'objectif poursuivi ne pourrait pas être atteint par des moyens "affectant moins le commerce intra-communautaire".

Rappelons que le monopole suédois de la vente au détail de boissons alcoolisées avait été jugé licite par la Cour en 1997, arrêt C-189/95 (voir bulletins 51 et 62).

Environnement

La Commission européenne (direction générale justice et affaires intérieures) a proposé le 13 mars 2001 une directive "relative à la protection de l'environnement par le droit pénal". Elle propose de punir pénalement, y compris par des peines de prison, les "responsables d'infraction contre l'environnement". Pour le commissaire Antonio Vittorino qui a présenté cette proposition, il s'agit que chaque Etat introduise dans sa législation des "sanctions pénales effectives, proportionnée et dissuasives", allant jusqu'à "des peines privatives de liberté dans les cas graves". Le texte propose de retenir sept crimes environnementaux, qu'ils soient intentionnels ou non : déversement d'hydrocarbures, d'huiles usagées ou de boues d'épuration dans les eaux ; rejet, émission ou introduction de certaines substances dans l'atmosphère, le sol ou les eaux ; traitement, élimination, stockage, transport, exportation, importation illicites de déchets dangereux, déversement de déchets sur et dans le sol ou dans les eaux, y compris l'exploitation non autorisée d'une décharge ; possession, capture, dégradation, mise à mort ou commerce d'espèces animales ou végétales protégées ou parties de celles-ci ; dégradation substantielle d'un habitat protégé ; ...

Social inclusion

On 1st June this year Union's Member States will submit their first National Action Plans (NAP) on social inclusion as envisaged by European Summits of Lisbon and Nice. The plans will cover the period from July 2001 to June 2003. The European Commission will draw a series of indicators to check progress accomplished. The follow up of NAP will be made in the framework of the Community's Action Program against social exclusion the present subject of a conciliation process between the Parliament and the Council. End July, the Commission is to publish a preliminary report for submission to the employment and social policies Council, in October, and the subject of the Council-Commission joint report in December 2001.

Court of Justice

Through its decision of case C-405/98 on 8th March 2001, the Court judged that by prohibiting the publicity of alcoholic drinks, Sweden was not exercising protectionism. It reckoned that "no element in [its] disposal enables it to assume that reasons of public health evoked by the Swedish authorities were diverted from the original goal and used instead to establish discrimination against merchandise from other Member States or, in order to, indirectly, protect certain national products". The Court further adds that it is the duty of the Swedish judge to verify whether the Swedish law is not too stringent and whether the objectives sought could not be attained through other means "that have less effect on commerce between Member States."

It should be recalled that the Swedish monopoly on the retail sales of alcoholic drinks was judged legal by the Court in 1997, decision C-189/95, (see bulletin 51 and 62)

Environment

On 13th March the European Commission (Directorate General for Justice and Internal Affairs) proposed a directive "concerning the protection of environment by criminal law" It proposes to infringe criminal punishment, including prison sentences, on "those responsible for offences against the environment". According to Commissioner Antonio Vittorino who brought forward this proposal, each state is required to introduce in its legislation "effective criminal sentences, measured and dissuasive" as far as, in very serious cases, the deprivation of civil liberty." The text proposes the definition of seven environment related crimes, be they intentional or not: discharge of hydrocarbons, waste oils, or sewage sludge in water, dumping, emission or introduction of certain substances in the atmosphere, into the soil or in water; illegal processing, elimination, storage, transportation, exportation, importation of dangerous waste products, dumping of waste products on and into the soil or in water, as well as unauthorised exploitation of dumping sites; possession, capture, degradation, slaughter or commercialisation of protected species or part thereof of animals or vegetations; substantial degradation of a protected habitat; ...

commerce de substance appauvrissant la couche d'ozone ; exploitation d'une usine dans laquelle une activité dangereuse est exercée ou dans laquelle des substances ou préparation dangereuses sont stockées ou utilisées.

Pour la première fois la Commission européenne intervient dans le champ pénal. Il s'agit, en plus d'un sujet extrêmement délicat. On se souvient, en effet, que le projet d'accord multilatéral sur l'investissement (AMI) prévoyait que les groupes multinationaux pourraient agir à égalité avec les Etats Nations et tenter des actions contre les Etats signataires qui prendraient des décisions leur causant, notamment, des pertes de profit (cf. bulletin 21). Gageons que les débats sur cette proposition de directive, dont l'approbation doit se faire à la majorité qualifiée, vont être difficiles.

Retraites

Faisant suite aux différentes décisions des derniers Conseils européens (Lisbonne, Santa Maria de Feira, Nice), on assiste à une montée en puissance de la question des retraites, qui doit être examinée pour la première fois au Sommet de Stockholm des 23 et 24 mars prochains.

Il y a eu le Livre Vert de la Commission "Un marché unique des pensions" de 1999 et le rapport du Parlement européen de février 2000 (rapport W. Kuckelkorn). En octobre 2000 la Commission a présenté une proposition de directive sur la surveillance des fonds de retraites destinée, en permettant aux organismes concernés de tirer pleinement avantage de l'euro et du marché unique, et aux travailleurs d'adhérer à un fonds établi en dehors des frontières de l'Etat où ils résident, à favoriser l'efficacité de ces fonds.

L'agenda social, approuvé par le Conseil européen de Nice, a prévu la création d'un "Forum des retraites" pour examiner les problèmes des retraites complémentaire et proposer (2002) un instrument de transférabilité des retraites

Lors d'un colloque sur l'avenir des retraites organisé à Bruxelles, le commissaire Bolkestein a comparé les systèmes de retraite européens à une "bombe à retardement" qu'il convenait de désamorcer. Pour sortir du cercle vicieux, il encourage les Etats membres à accélérer le remboursement de la dette publique, augmenter le taux de l'emploi pour réduire le nombre d'inactifs et réformer les systèmes publics de retraite. Il a, par ailleurs, annoncé pour le mois de mars une communication de la Commission sur la question des obstacles fiscaux qui peuvent empêcher les travailleurs migrants de conserver leur régime de retraite dans leur pays d'origine ou à un travailleur d'adhérer à un fonds établi dans un autre Etat membre. Cette communication visera aussi à améliorer les échanges d'information entre Etats membres sur les "retraites transfrontalières" et étudiera les moyens d'aborder l'actuelle diversité des régimes de retraites des Etats membres.

Lors d'un séminaire sur "L'Europe sociale", le 12 février dernier à Bruxelles, le ministre belge des affaires sociales et des pensions, Frank Vandenbroucke, a annoncé que la deuxième priorité de la présidence belge (après l'exclusion sociale) serait la question de la durabilité des retraites.

Notre nouvelle adresse E-mail :
celsig@noos.fr

commercialisation of substances that are harmful to the ozone layer; exploitation of a factory in which a dangerous activity is taking place or dangerous substances are being prepared, stored or used.

For the first time the Commission has intervened in the legal field, in a subject that is very sensitive. It will be recalled that the protocol of multilateral agreement in investment (MAI) provides for the treatment of multi-national groups on equal footing with National States, and thus giving them the possibility to bring up actions against signatory states in the event of the latter taking decisions which could, in particular, make them lose profits (cf. bulletin 21). We bet that the debates on this directive proposition, whose approval is to be made by qualified majority, will be difficult.

Pensions

Following a number of decisions from the recent European Councils (Lisbon, Santa Maria de Feira, Nice), there is a growing concern over the question of pensions, which will be examined, for the first time, at the Stockholm summit on 23 and 24 March.

There already was a Green Paper by the Commission "A Single Market for pensions" in 1999 and the European Parliament's report in February 2000 (by W. Kuckelkorn). In October 2000 the Commission presented a proposition for a directive on the monitoring of pension funds aimed at promoting the efficiency of such funds by enabling the institutions concerned to take full advantage of the euro and of the single market as well as of the workers' contribution to pension schemes outside their State of residence.

The social agenda approved by the European Council of Nice, provides for the creation a "Pensions Forum" to examine problems of supplementary pension schemes and to propose (2002) a transferability tool for pensions.

During a colloquium on the future of pensions organised in Brussels, Commissioner Bolkestein compared the European pension schemes to a time bomb which should be defused. In order to get out of this vicious circle, he encouraged Member States to accelerate the reimbursement of public debts, raise the rate of employment in order to reduce the number of "non active" people and reform public pension schemes. He has, in addition, announced the publication, in March, of a communication by the Commission on the question of fiscal obstacles that could stop migrant workers from keeping pension schemes in their country of origin or preventing a worker from contributing to a fund established in another Member state. This communication will also aim at improving information exchange between Member States on "cross-border pensions" and will study means to tackle the present diversities of pension schemes in Member States.

During a seminar on "Social Europe" held on 12th February in Brussels, the Belgian Minister of Social Affairs and Pensions, Franc Vandenbroucke announced that the second priority of the Belgian presidency (after social exclusion) will be the question of the durability of pensions.

Our new E-mail address is:
celsig@noos.fr

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33-1) 40 42 50 24. Fax : (33-1) 40 42 13 78. E-mail : celsig@noos.fr. Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et and Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par Fax et E-mail. *Distributed by Fax and E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 €. *Subscription for 1 year: € 100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.